

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

GFI VATEL II**GROUPEMENT FORESTIER D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE AU CAPITAL PLANCHER DE 760 500 EUROS****SIEGE SOCIAL : PARIS (75009), 24 RUE DE CLICHY****929 085 082 RCS PARIS**

**AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
REUNIE SUR SECONDE CONVOCATION**

Les associés de la société GFI VATEL II sont avisés qu'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire se tiendra **sur seconde convocation le 7 novembre 2025 à 10 heures 30 au siège social à PARIS (75009), 24 rue de Clichy**, afin de délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-après :

Ordre du jour

- Examen du rapport de gestion de la gérance, du rapport du conseil de surveillance et du rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
- Examen du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier.
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
- Quitus à la gérance.
- Quitus au conseil de surveillance.
- Affectation du résultat.
- Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de re constitution de la société.
- Approbation des conventions visées à l'article L. 214-106 du Code Monétaire et Financier.
- Allocation de jetons de présence aux membres du conseil de surveillance.
- Modification des stipulations de l'article XXII des statuts de la société.
- Nomination de deux nouveaux experts forestiers externes en évaluation.

Texte des résolutions.

PREMIERE RESOLUTION - L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de la gérance sur l'activité de la société, ainsi que du rapport du conseil de surveillance et du rapport du commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat de (39 275,43) €.

DEUXIEME RESOLUTION - L'assemblée générale donne quitus de sa gestion à la gérance pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

TROISIEME RESOLUTION – L'assemblée générale donne aux membres du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

QUATRIEME RESOLUTION – L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice, s'élevant à (39 275,43) €, en intégralité au compte « Report à nouveau ».

CINQUIEME RESOLUTION – L'assemblée générale, conformément à l'article L. 214-109 du Code Monétaire et Financier, approuve les valeurs de la société GFI VATEL II à la clôture du dernier exercice telles qu'elles figurent dans le rapport de gestion de la gérance, à savoir :

- Valeur nette comptable : 185,09 € par part sociale ;
- Valeur de réalisation : 185,09 € par part sociale ;
- Valeur de reconstitution : 200,08 € par part sociale.

L'assemblée générale décide en conséquence de fixer :

- Le prix de souscription à 200 € par part sociale, à compter du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2025.
- Le prix de retrait à 180 € par part sociale pendant la même période.

SIXIEME RESOLUTION – L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du commissaire aux comptes, concernant les conventions visées à l'article L. 214-106 du Code Monétaire et Financier, en approuve le contenu.

SEPTIEME RESOLUTION – L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de la gérance et du rapport du conseil de surveillance, décide d'allouer aux membres du conseil de surveillance, à titre de jetons de présence pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2025, une rémunération fixe annuelle maximale et globale de 5 000 € à répartir par le conseil de surveillance entre ses membres.

HUITIEME RESOLUTION – L'assemblée générale décide de modifier les stipulations de l'article XXII – CONSEIL DE SURVEILLANCE des statuts pour le mettre en conformité avec les dispositions de l'article L. 214-99 du Code Monétaire et Financier pour prévoir que le conseil de surveillance sera désormais composé de composé de trois à douze membres et qu'en conséquence la rédaction dudit article sera désormais la suivante :

« ARTICLE XXII – CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

2. Nomination

Ce Conseil est composé d'au moins trois membres et de douze au plus, pris parmi les Associés et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de trois exercices.

Par exception, le Conseil de Surveillance sera renouvelé en totalité à l'occasion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes du troisième exercice social complet suivant l'agrément du GFI, conformément aux dispositions de l'article 422-200 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Pour permettre aux Associés de choisir personnellement les Membres du Conseil de Surveillance, la Société de Gestion procède à un appel à candidatures avant l'Assemblée Générale devant nommer lesdits membres.

Lors du vote relatif à la nomination des Membres du Conseil, seuls sont pris en compte les suffrages exprimés par les Associés présents et les votes par correspondance.

Seront élus Membres du Conseil de Surveillance, dans la limite des postes à pourvoir, ceux des candidats ayant obtenu la majorité des voix des Associés présents à l'Assemblée Générale ou ayant voté par correspondance ; en cas de partage des voix, le candidat élu sera celui possédant le plus grand nombre de parts ou, si les candidats en présence possèdent le même nombre de parts, le candidat le plus âgé.

En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges de Membre du Conseil de Surveillance, ce Conseil peut, entre deux Assemblées Générales Ordinaires, procéder à des nominations à titre provisoire jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, en vue de laquelle la Société de Gestion fera appel à candidature pour pourvoir ce ou ces sièges.

Au cas où l'Assemblée Générale élirait un ou des membres différents de ceux cooptés par le Conseil en vertu de l'alinéa ci-dessus, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des Membres du Conseil de Surveillance est devenu inférieur à trois, la Société de Gestion doit convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil de Surveillance.

Lorsque la Société de Gestion néglige de convoquer l'Assemblée, tout intéressé peut demander en justice la nomination d'un mandataire chargé de convoquer l'Assemblée Générale, à l'effet de procéder aux nominations ci-dessus.

Les fonctions d'un Membre de Conseil de Surveillance prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Membre du Conseil de Surveillance.

Toute nomination intervenue en violation des dispositions prévues aux alinéas précédents est nulle.

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres, et pour la durée qu'il détermine, mais qui ne peut excéder celle de leur mandat, un Président et un Secrétaire, à la majorité absolue des membres composant le Conseil. En cas d'impossibilité de désignation, du Président et/ou du Secrétaire, au premier tour, l'élection des deux candidats, pour chaque poste, qui auront recueilli le plus de voix au premier tour, aura lieu à la majorité des présents. En cas d'égalité des voix, sera élu celui des candidats, pour chaque poste, détenant le plus de parts du GFI.

En cas d'absence du Président, le Conseil désigne, à chaque séance, celui de ses membres qui remplira les fonctions de Président.

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société sur convocation du Président ou de la Société de Gestion. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation.

Un membre absent peut voter par correspondance, au moyen d'une lettre, d'une télécopie, ou d'un courriel, ou donner même sous cette forme, mandat à un autre membre de le représenter à une séance du Conseil. Chaque membre peut disposer d'une ou plusieurs procurations.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil de Surveillance participant à la séance du Conseil.

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.

Les délibérations du Conseil de Surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social et signés par le Président de séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiées par le Président ou la Société de Gestion ou le Secrétaire de séance.

Il est suffisamment justifié du nombre des membres du Conseil de Surveillance en exercice, ainsi que de leur présence, de leur représentation à une séance du Conseil, ou de leur vote par correspondance, par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

(...))»

Le reste de l'article demeure inchangé.

NEUVIEME RESOLUTION – L'assemblée générale décide de nommer :

- Monsieur Pierre CHAVET, Expert Forestier, domicilié à PARIS (75007), 17, Avenue Emile Deschanel,
- Monsieur Aurélien BARTHELEMY, représentant la société RACINES, société par actions simplifiée au capital de 47 259,19 €, dont le siège est à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100), 39, Rue Fessart, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 739 201 010.

en qualité d'expert externe en évaluation du GFI VATEL II pour une durée de cinq années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Les associés peuvent prendre part à cette assemblée quel que soit le nombre de parts dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

A défaut d'assister personnellement à cette assemblée, les associés peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- 2) donner une procuration à un autre associé ;
- 3) voter par correspondance.

Pour être comptabilisé, les formulaires de procuration et de vote par correspondance, complétés et signés, devront être réceptionnés chez GFI VATEL II, 24 Rue de Clichy 75009 PARIS, au plus tard le dernier jour ouvré précédant la tenue de l'assemblée.

Les demandes motivées d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les associés remplissant les conditions prévues par l'article R.214-138 du Code Monétaire et Financier doivent être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : GFI VATEL II - PARIS (75009) 24 rue de Clichy ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante contact@vatelcapital.com, et parvenir à la société au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'assemblée, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Chaque associé a la faculté d'adresser au Gérant, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix. Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : PARIS (75009) 24 rue de Clichy ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante contact@vatelcapital.com.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des associés dans le cadre des assemblées générales seront disponibles au siège social de la société à PARIS (75009) 24 rue de Clichy, dans les délais légaux.

Le présent avis de réunion valant avis de convocation, il ne sera pas suivi d'un nouvel avis de convocation sauf dans l'hypothèse d'une modification de l'ordre du jour à la suite de demande d'inscription de projets de résolutions par les associés.

La gérance